

## Maître d'ouvrage

**Ministère chargé des transport**

**Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée**

Service d'Ingénierie Routière de MARSEILLE

16, rue Antoine Zattara

CS 70248

13 331 Marseille cedex 3

Téléphone : 04.86.94.68.00

Courriel : [sir-de-marseille.dirmed@developpement-durable.gouv.fr](mailto:sir-de-marseille.dirmed@developpement-durable.gouv.fr)

## Route Nationale n° 85

### Travaux de confortement des berges de la Bléone

Commune d'Aiglun (04)

# D.C.O.E.

## Bordereau 1

### 1.2 : CCAP

## Maître d'œuvre

**Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée**

Service d'Ingénierie Routière de MARSEILLE

16, rue Antoine Zattara

CS 70248

13 331 Marseille cedex 3

Téléphone : 04.86.94.68.00

Courriel : [sir-de-marseille.dirmed@developpement-durable.gouv.fr](mailto:sir-de-marseille.dirmed@developpement-durable.gouv.fr)



**MINISTÈRE  
CHARGÉ  
DES TRANSPORTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction interdépartementale des routes nationales  
MÉDITERRANÉE

[www.dir.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr](http://www.dir.mediterranee.developpement-durable.gouv.fr)

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCAP)

(CCAP N° RN85-Travaux de confortement des berges de la Bléone  
du 16 septembre 2025)

#### *L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

État  
Ministère des Transports  
Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

#### *Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)*

Monsieur le Directeur de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée

#### *Objet du marché*

RN85 - Travaux de confortement des berges de la Bléone - Commune d'Aiglun (04)

Le présent CCAP comporte \_\_\_\_ annexe(s).

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>5</b>
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	6
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	9
1-6. Dispositions générales.....	9
1-7. Clauses de réexamen du marché public.....	17
1-8 Ordres de service.....	17
1-9. Propriété intellectuelle.....	17
<b>ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES.....</b>	<b>18</b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	18
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	19
3-3. Variation dans les prix.....	23
3-4. Modalités particulières de paiement.....	25
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	25
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	25
<b>ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b>26</b>
4-1. Délai de réalisation.....	26
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	26
4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	26
4-4. Autres pénalités.....	27
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....</b>	<b>30</b>

<b>5-1. Retenue de garantie.....</b>	<b>30</b>
<b>5-2. Avances.....</b>	<b>30</b>
<b>ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b>31</b>
<b>6-1. Provenance des matériaux et produits.....</b>	<b>31</b>
<b>6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....</b>	<b>32</b>
<b>6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....</b>	<b>32</b>
<b>6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....</b>	<b>32</b>
<b>ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....</b>	<b>32</b>
<b>7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....</b>	<b>32</b>
<b>7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....</b>	<b>33</b>
<b>7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....</b>	<b>33</b>
<b>7-4. Piquetage général.....</b>	<b>33</b>
<b>7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....</b>	<b>33</b>
<b>ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>34</b>
<b>8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....</b>	<b>34</b>
<b>8-2. Études d'exécution des ouvrages.....</b>	<b>35</b>
<b>8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....</b>	<b>36</b>
<b>8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....</b>	<b>36</b>
<b>8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....</b>	<b>39</b>
<b>8-6. Registre de chantier.....</b>	<b>39</b>
<b>ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX.....</b>	<b>39</b>
<b>9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....</b>	<b>39</b>
<b>9-2. Réception.....</b>	<b>40</b>
<b>9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....</b>	<b>40</b>
<b>9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....</b>	<b>40</b>
<b>9-5. Documents fournis après exécution.....</b>	<b>40</b>
<b>9-6. Délai de garantie.....</b>	<b>40</b>
<b>9-7. Garanties particulières.....</b>	<b>40</b>
<b>ARTICLE 10. RÉSILIATION.....</b>	<b>41</b>
<b>ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b>42</b>

11-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser.....	42
11-2. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales.....	42
<b>ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>43</b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### 1-1. Objet du marché

Les prestations relèvent de la catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Elles concernent la réalisation des travaux de confortement des berges de la Bléone, en bordure de la RN85.

Le lieu d'exécution des prestations est le département des Alpes de Haute-Provence - Commune d'Aiglun

Les prestations pourront faire l'objet de marchés à tranches optionnelles conformément aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du CCP pour le lot 1.

### 1-2. Décomposition en tranches et en lots

L'opération de travaux est allotie, les prestations portent sur 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
<b>Lot 1</b>	Travaux de confortement des berges
<b>Lot 2</b>	Travaux de réalisation des mesures de réduction et de compensation

Le lot 2 n'a pas de tranche.

Le lot 1 comporte une tranche ferme et au maximum 2 tranche(s) optionnelle(s) désignées ci-après :

Désignation des tranches	
<b>Tranche ferme</b>	Partie médiane
<b>Tranche optionnelle 1</b>	Partie aval
<b>Tranche optionnelle 2</b>	Partie amont

### **1-3. Intervenants et forme des notifications**

#### **1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage**

Sans objet.

#### **1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. ci-après.

#### **1-3.3. Conduite d'opération**

Sans objet.

#### **1-3.4. Maîtrise d'œuvre**

Le maître d'œuvre est :

Direction Interdépartementale des routes Méditerranée  
Service d'Ingénierie Routière de MARSEILLE

Il est chargé d'une mission comprenant :

Les études de projet (PRO) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;

L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;

La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage est réalisée par le maître d'œuvre.

#### **1-3.5. Contrôle technique**

Sans objet.

#### **1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)**

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

QUALICONSLT  
Rue des Pénitents  
04 310 PEYRUIS  
Tél : 04.42.37.09.80

Courriel : aixenprovence.qcs@qualiconsult.fr

désigné(e) dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

Le CSPS pourra changer selon les accord-cadres à bons de commande correspondants à la DIR Méditerranée en vigueur lors de la réalisation des tranches de travaux.

### **1-3.7.** Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

### **1-3.8** Autres intervenants

- La DIR Méditerranée, DADS, en tant qu'exploitant et gestionnaire de la RN 85 ;
- Les gestionnaires des réseaux secs et humides (Eaux usées, Orange, ...) ;
- Le bureau d'étude SEGED mandaté sur l'opération en tant que coordonnateur Environnement.

### **1-3.9.** Représentation du maître d'ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d'ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le chef du Service Ingénierie Routière de Marseille de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée et son adjoint(e) pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande.(CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. ( CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'oeuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6)
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'oeuvre. (CCAG art. 12.2.2)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la réception en cas de carence du maître d'oeuvre. (CCAG art. 41.1.2)
- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'oeuvre. (CCAG art. 41.1.2)

### **1-3.10.** Formes des notifications

Conformément à l'article 3.1.1 du CCAG, l'adresse postale ou électronique du titulaire (ou du mandataire du groupement) qui seront utilisées pour les notifications, sont celles mentionnées dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, à son siège social, sauf si ces documents lui font obligation de domicile en un autre lieu.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, pour la bonne exécution des prestations, les parties veilleront tout au long de l'exécution du marché à ce que les adresses mails indiquées dans les documents particuliers du marché puissent assurer des échanges en temps réels.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le maître d'ouvrage et/ ou le maître d'oeuvre procéderont à la notification de toutes les informations par voie électronique, via la



messagerie de la plate-forme de dématérialisation PLACE, au titulaire, ou le cas échéant au mandataire du groupement(destinataire) .

La messagerie sécurisée de PLACE assurera la traçabilité, la sécurité, la confidentialité et l'horodatage de tous les échanges, y compris ceux des accusés de réception par le destinataire.

Ces accusés de réception seront générés par PLACE, et permettront de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception de l'information.

En application de l'article 3.1.2 du CCAG, c'est la date et l'heure de réception de la première consultation du document qui a été adressé, mentionnées sur le récépissé générés par PLACE, qui sont considérées comme celles de la notification.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG, à défaut de consultation de l'information sur PLACE par le destinataire, dans les huit jours à compter de l'envoi de l'information ( ou de la mise à disposition des documents), les documents seront réputés avoir été notifiés à l'issue de ce délai.

En application de l'article 3.2.1 du CCAG, si l'information transmise au destinataire, ne mentionne pas de délai (s) celui-ci ( ceux-ci) commencent à courir à 0 heure le lendemain de l'accusé de réception par le destinataire dans PLACE.

Toutefois, lorsque le délai est exprimé en heures, il commence à courir à compter de l'heure suivant celle où s'est produit le fait qui sert de point de départ de ce délai.

Lors de la transmission de l'information via PLACE par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'oeuvre, ceux-ci veilleront à utiliser la modalité technique d'envoi, qui permettra au destinataire de lui adresser une réponse en retour via PLACE, le cas échéant.

Si cette réponse fait courir un délai, le démarrage de ce dernier commencera à courir dans les mêmes conditions que celles décrites pour la notification par le maître d'ouvrage et / ou le maître d'oeuvre.

#### **1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel**

##### 1-4-1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCAP

##### 1-4-2 Sites sensibles

Sans objet.

##### 1-4-3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat. L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet. Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le

titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016. En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

## **1-5. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

## **1-6. Dispositions générales**

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur notamment prévues à l'article D8222-5 ou D8222-7 du code du travail. Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par les ministères chargés de l'environnement et du logement, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com>.

### **1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

### **1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés**

#### **1-6.2.1. Intervenants étrangers**

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls

compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### **1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales**

#### **a/ Désignation d'un représentant du titulaire**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### **b/ Documents à produire**

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,

- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

#### c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

### **1-6.3. Responsabilités et Assurances**

#### **1-6.3.1 Responsabilités**

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

Le sous-traitant est tenu de garantir le titulaire pour ses travaux, contre tous recours et actions exercés contre ce dernier, en vertu des articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 2270 du code civil, et de l'article 7 de la loi n° 78-12 du 4 janvier 1978. Par conséquent, le titulaire vérifiera que chaque sous-traitant est titulaire d'une police d'assurance en état de validité, avant le commencement d'exécution des travaux qui lui sont confiés.

#### **1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun**

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;

- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

#### 1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Par dérogation à l'article 8.1 du CCAG, le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes pour les montants suivants :

- garantie effondrement avant réception ;
- responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles ;
- dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire.

pour lesquelles le plafond minimum est de 10 000 000 € par sinistre.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit d'imposer la souscription ou de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

#### 1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ... ) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

### **1-6.4.** Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

### **1-6.5.** Clauses sociales et environnementales

#### 1-6.5.1. Clauses sociales pour le lot n° 1

Les conditions d'exécution du lot n° 1 comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable, en conciliant développement économique et

progrès social.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

#### 1-6.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes : prise en compte des éléments figurant dans la Notice de Respect de l'Environnement (N.R.E.) et le Plan de Respect de l'Environnement (P.R.E.).

#### **A) Coordination Environnement**

Un Coordonnateur Environnement a été nommé par le Maître d'Ouvrage et est chargé des missions de coordination :

SEGED

Lot n°21 - Zone d'Activités de la Laouve

83 470 SAINT-MAXIMIN-LA-SAINT-BAUME

Tél : 04.94.69.41.59

##### 1. Contenu de la mission

- la visite d'inspection commune préalable,
- les instants environnement,
- le contrôle du Plan de Respect de l'Environnement (PRE),
- le suivi du déroulement du chantier en matière d'environnement,
- le constat d'état des lieux après travaux.

##### 2. Autorité du Coordonnateur Environnement

Le Coordonnateur Environnement doit informer le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures et des obligations réglementaires en matière d'environnement.

En cas de danger grave et imminent menaçant l'environnement et le voisinage, le Coordonnateur Environnement doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger.

##### 3. Moyens donnés au Coordonnateur Environnement

Le coordonnateur environnement a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur environnement :

- le Plan de Respect de l'Environnement (PRE),
- tous les documents relatifs à l'environnement demandés par le coordonnateur environnement,
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang.

Le titulaire informe le coordonnateur environnement de toutes les réunions qu'il organise.

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis,

observations ou mesures préconisées en matière d'environnement par le coordonnateur environnement.

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur environnement sera soumis à l'arbitrage du Maître d'Ouvrage.

#### **4. Plan de Protection de l'Environnement**

Le PRE devra être établi sur la base des indications figurant dans la Notice du Respect de l'Environnement et conformément aux dispositions du CCTP, ainsi que toutes les prescriptions d'ordre technique prévues au CCTP et ayant pour objet l'environnement et la protection de l'environnement.

Le PRE est un document évolutif. Il sera à mettre à jour (sous forme de nouvel indice) dès que nécessaire (en cas d'identification de nouveaux enjeux faisant l'objet de mesures spécifiques, etc.) et fera alors l'objet d'un nouveau contrôle par le Coordination Environnement.

#### **B) Cadre réglementaire**

Le titulaire s'engage à respecter les textes suivants :

- articles L.122-1 à L.122-11 du Code de l'Environnement (Évaluation environnementale),
- articles L.210-1 à 218-86 du Code de l'Environnement (Eau et milieux aquatiques),
- articles L.220-1 à L.229-24 du Code de l'Environnement (Air et atmosphère),
- articles L.300-1 à L.438-2 du Code de l'Environnement (Espaces naturels, faune et flore), et notamment article L.411-1 du Code de l'Environnement (Sites d'intérêt abritant notamment des fossiles ou des espèces protégées),
- articles L.511-1 à L.517.2 du Code de l'Environnement (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement),
- articles L.541-1 à L.541-50 du Code de l'Environnement (Déchets),
- article L.571-1 à L.571-26 du Code de l'Environnement (Prévention des nuisances sonores).
- articles L.510-1 à L.544-13 (Archéologie) et L.621-1 à L.643-1 (Monuments historiques, sites et espaces protégés) du Code du Patrimoine,

#### **C) Chargé Environnement**

Le titulaire désigne un "Chargé Environnement".

Il possède une réelle expérience en matière de travaux et de protection de l'environnement.

Le Chargé Environnement est, pour tout ce qui concerne la protection de l'environnement durant le chantier, l'interlocuteur du Maître d'œuvre et du Coordonnateur Environnement.

Il est rémunéré au titre de la mission environnement.

Le Chargé Environnement peut être un salarié de l'entreprise titulaire (ou de l'un de ses co-traitants) ; il peut également être un sous-traitant du titulaire. Dans ce dernier cas, il est impérativement présenté à l'agrément du maître d'ouvrage dès l'offre.

Le Chargé Environnement doit :

- constituer le Plan de Respect de l'Environnement (PRE) conformément au CCTP et le soumettre au coordonnateur environnement et au visa du maître d'ouvrage, via le maître d'œuvre,
- diffuser le PRE et en assurer l'information auprès du personnel de chantier (salariés des entreprises titulaires et sous-traitantes) et des prestataires extérieurs (fournisseurs, locataires...),

- informer le personnel de chantier de façon à le sensibiliser et le responsabiliser à la protection de l'environnement,
- participer avec le Maître d'œuvre et le Coordonnateur Environnement à l'information des riverains du chantier et des communes concernées,
- anticiper les problèmes environnementaux afin de faire évoluer le PRE. Toute mise à jour ou évolution fait l'objet d'un nouvel indice du PRE, soumise au visa du maître d'œuvre et au contrôle du Coordonnateur Environnement,
- coordonner les actions immédiates en cas de pollutions accidentelles de façon à limiter leur propagation et alerter, selon la gravité, les services extérieurs, le maître d'œuvre, le Coordonnateur Environnement et selon le cas le coordonnateur SPS,
- assurer le contrôle externe en matière d'environnement en veillant à l'application des règles énoncées dans le PRE et en vérifiant les niveaux de pollutions (air, bruit, déchets, eau),
- réaliser des visites régulières du chantier et transmettre hebdomadairement au Maître d'Œuvre et au coordonnateur environnement une fiche de suivi environnement précisant les désordres constatés et les actions mises en œuvre pour y remédier. Cette fiche mentionnera également les actions engagées suites aux observations faites par le Maître d'Œuvre et le coordonnateur environnement lors de leurs visites du chantier,
- coordonner les actions correctives en cas d'écart constaté au PRE : le Chargé Environnement avise simultanément la direction du chantier, le maître d'œuvre et le coordonnateur environnement de l'écart au PRE. Il établit une fiche d'anomalie puis une fiche d'action corrective qu'il soumet simultanément à la direction du chantier, au maître d'œuvre et au coordonnateur environnement ; il coordonne la mise en œuvre des dispositions prévues par cette fiche.

Un état des lieux sera effectué avant les travaux entre le Chargé Environnement, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur Environnement. Un état des lieux sera également effectué après travaux, à l'issue duquel l'entrepreneur devra réparer les dégradations éventuelles constatées dans les quinze jours.

#### **D) Contrôles des dommages causés à l'environnement et aux tiers**

Les contrôles seront mis en place par le Chargé Environnement et consisteront à des :

- contrôles des pollutions atmosphériques
- contrôles des niveaux sonores
- contrôles de la gestion des déchets
- contrôles de la qualité des eaux
- contrôles de la protection de la nature

En complément à l'article 31.7 et 35 du CCAG, l'entrepreneur prendra toutes les mesures utiles pour éviter les dommages et nuisances aux tiers et à l'environnement, notamment :

##### **a) Pollutions atmosphériques**

<b>Nuisances potentielles</b>	<b>Activités</b>
<b>Poussières</b>	Circulation Forages Transport de matériaux



Nuisances potentielles	Activités
<b>Fumées et Odeurs</b>	Brûlage Stockage des déchets Utilisation de produits volatils Engins de chantier

## b) Pollutions sonores

Nuisances potentielles	Activités
<b>Bruit de chantier</b>	Ensemble du chantier et plus particulièrement : Circulation des engins Engins de chantier
<b>Effets des vibrations sur le bâti et les ouvrages</b>	Engins à procédé vibrant
<b>Troubles du voisinage</b>	Chantier en dehors des horaires prévus par la réglementation, notamment en période nocturne

## c) Gestion des déchets

Nuisances potentielles	Activités
<b>Pollution de surface, des eaux, des sols et visuelle</b>	Ensemble du chantier

## d) Pollutions des eaux

Nuisances potentielles	Activités
<b>Tarissement des cours d'eau et des nappes</b>	Pompage d'eau superficielle ou souterraine
<b>Pollution des eaux superficielles et souterraines</b>	Ensemble du chantier, et notamment rejets des eaux du chantier

## e) Protection de la nature

Nuisances potentielles	Activités
<b>Risque d'incendie</b>	Stockage de carburant Engins de chantier
<b>Risque de destruction de la faune et de la flore</b>	Ensemble du chantier, et plus particulièrement circulation des engins

Il est précisé que l'entreprise s'engage :

- à ce que l'expert de son assurance passe dans un délai maximum de trois mois à compter de la notification de la réclamation d'un tiers sur les lieux du sinistre,
- à régler cette réclamation dans le délai maximum de six mois à compter de sa notification :
  - soit par indemnisation du tiers,
  - soit par lettre motivant le refus d'indemnisation.

Le non respect de chacun de ces délais entraînera pour chacun des dossiers de réclamation l'application d'une pénalité de cent euros (100 €) par jour calendaire de retard.

### **1-6.6. Autres dispositions générales**

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs.

### **1-7. Clauses de réexamen du marché public**

Sans objet

### **1-8 Ordres de service**

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'Oeuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

### **1-9. Propriété intellectuelle**

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelles, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

### **A - Pièces particulières**

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles en particulier les actes spéciaux de sous-traitance, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**) ;
- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le dossier de plans :
  - Plan général d'aménagement,
  - Coupes et dessins types.
- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- La Notice de Respect de l' Environnement (NRE) ;
- Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ) ;

- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Le bordereau des prix (BP) : cadre ci joint à compléter sans modification ;
- Le détail estimatif (DE) : cadre ci joint à compléter sans modification.

## B - Pièces générales

Les références à des normes, fascicules, arrêts, CCAG ou autres documents réglementaires devront s'entendre comme visant leur version en vigueur à la date de notification du marché, même si les références numériques ou dates ont évolué, et toute application se fera conformément aux notifications, abrogations, consolidations ou textes de substitution qui pourraient être intervenus.

Les documents applicables sont :

- Le CCAG travaux applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;

A l'appui de son offre, le titulaire a présenté des documents qui constituent des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage qui pourra par conséquent à tout moment, exiger de l'entrepreneur le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ils ne lui confèrent pas de droit, de sorte que ce dernier ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens et méthodes effectivement mis en oeuvre pour réaliser les ouvrages différeraient de ceux qu'il avait décrits dans ses documents pour réaliser l'ouvrage dans les conditions de prix et de délais convenues.

## ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'ÉVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - RÈGLEMENT DES COMPTES

### 3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

#### 3-1.1. délais limites de notification

Les délais limites de notification par ordres de service de la décision d'affermissement de chacune des tranches sont précisés ci-après, à compter de l'origine du délai d'exécution de la tranche ferme :

Tranche	Délai
Optionnelle 1	12 mois
Optionnelle 2	24 mois

Par dérogation à l'article 18.3 du CCAG, en cas de prolongation du délai d'exécution ou de retard dans l'exécution d'une tranche, les délais d'affermissement de toutes les autres tranches sont prolongés d'autant.

### **3-1.2.** indemnité de dédit

Sans objet.

### **3-1.3.** indemnité d'attente

Sans objet.

## **3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes**

### **3-2.1.** Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- des dépenses liées aux mesures du Plan d'Assurance Qualité ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets, dont l'entrepreneur est le producteur, conformément à la législation en vigueur et aux dispositions mentionnées au SOPRE/PRE ;
- des dépenses liées aux mesures particulières de protection de l'environnement conformément à la législation en vigueur et aux mesures particulières liées aux prescriptions de la NRE, et des engagements pris dans le SOPRE et notamment des sujétions listées à l'article 1-6.5.2. « Clauses environnementales » du présent CCAP, ainsi que les dépenses de remise en état des ouvrages à la fin des travaux, législation et contraintes locales imposant d'éventuelles restrictions ou obligations en matière de pollution atmosphérique, sonore, pollution des eaux et de gestion des déchets. Il est précisé à ce titre qu'un agent de l'entreprise sera chargé de la mise en place du Plan de Respect de l'Environnement (PRE) et du suivi de ce plan tout au long du chantier. La mission de cet agent (Chargé Environnement) est définie à l'article 1-6.5.2. « Clauses environnementales » du présent CCAP.

- En tenant compte notamment des sujétions d'exécution particulières suivantes :

- De la période des travaux comprise entre début septembre et fin novembre ;
- L'accès au chantier se fera depuis la RN n°85, par une piste qui devra être aménagée par le titulaire pour accéder à la zone de travaux située en bordure de la Bléone ;
- Du trafic important sur la RN n°85 ;
- De la présence de la voie ferrée à proximité du chantier ;
- Des conditions de desserte du chantier par les réseaux secs et humides ;
- Des contraintes liées à la présence de réseaux souterrains et aériens ;
- Des contraintes liées aux modalités de gestion de la circulation sur les voies publiques précisées au CCTP et à l'article 8-4.4 du présent CCAP ;
- Les emprises du chantier seront limitées au strict nécessaire. Les pistes de chantier seront agréées par le maître d'œuvre, il ne sera pas toléré de piste "sauvage" ;
- La circulation des engins de chantier sera réduite au minimum et canalisée ;
- Les installations relatives à l'entretien des engins de chantier seront agréées par le maître d'œuvre tant en ce qui concerne leur implantation que leur fonctionnement. Les conditions de stockage et de manipulation de produits dangereux (huiles, hydrocarbures, ciment,...) feront l'objet d'une attention particulière. La maintenance des engins de chantier sera réalisée uniquement dans la zone d'installation de chantier ;
- La mise en place, aux frais du titulaire, de dispositifs de dérivation et de traitement provisoires des eaux de ruissellement pendant la phase des travaux pour éviter la pollution des eaux de la Bléone ;

- Rappel des prescriptions concernant les conditions générales d'exécution des travaux énoncées dans le CCTP.
- En tenant compte des sujétions liées aux missions du contrôle extérieur.
- En tenant compte des frais de piquetage général défini à l'article 7.
- En tenant compte des précautions et prestations suivantes :
  - Indemnités d'occupations temporaires, de location ou de redevance et de remise en état des terrains utilisés par l'entrepreneur nécessaires pour les installations de chantier, les circulations diverses, le stockage des matériaux, etc.,...
  - Dépenses de chantier liées aux installations de chantier, aux accès et à leur entretien ;
  - De l'obligation de l'entrepreneur titulaire de tenir propre en permanence les chaussées des voies ouvertes à la circulation et notamment la RN n°85. L'entrepreneur devra surveiller, nettoyer la voirie publique pendant la durée des travaux (enlèvement de la boue, balayage des chaussées, lavage si nécessaire,...). En cas de dégradations, les chaussées devront être immédiatement réparées aux frais de l'entreprise et en suivant les indications fournies par le maître d'œuvre ;
  - Mesures de sécurité et de maintien en état de fonctionnement permanent de tout réseau et/ou canalisation existante, y compris le piquetage préalable à la reconnaissance des réseaux souterrains et aériens ainsi que l'établissement d'un plan constat ;
  - Obtention des autorisations administratives nécessaires : notamment celles relatives à l'incidence du chantier sur les conditions de circulation sur les voies publiques ;
  - Respect des consignes d'Hygiène et de Sécurité ;
- En considérant comme normalement prévisibles les intempéries et autres phénomènes naturels indiqués ci-après tant qu'ils ne dépassent pas les valeurs suivantes :

Nature du phénomène	Intensité limite
VENT	Rafales jusqu'à 40 m/s
PLUIE	150 mm mesurés sur 24 h consécutives
NEIGE	20 jour/an hauteur supérieure à 20 cm
GEL	20 jours/an à - 5° Celsius pendant 24 h consécutives sous abri

En cas d'intempérie, l'entrepreneur fournira des relevés météorologiques effectués sur le chantier ou de Météo France pour les mesures faites à la station de Digne les bains (4070009) pour les précipitations, le vent et le gel.

**3-2.2.** Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

**3-2.3.** Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

Tout prix nouveau fait l'objet d'un OS signé du RMO ou d'un avenant dans les conditions fixées à l'article 13 du CCAG.

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au delà du montant du marché sans un avenant ou un OS signé par le RMO dans les conditions de l'article 13 du CCAG.

**3-2.4.** Sous-détail et décomposition de prix

Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'oeuvre par ordre de service, le titulaire fournira :

- Une décomposition de tous les prix forfaitaires ;

- Un sous-détail de tous les prix unitaires ;

Tous les sous-détails de prix unitaires et toutes les décompositions de prix forfaitaires demandés seront fournis au plus tard avant l'achèvement de la période préparatoire. Leur non fourniture retardera le début des travaux sans que l'entrepreneur ne puisse élever de réclamation pour ce retard entièrement de son fait et déclenchera l'application de la pénalité prévue à l'article 4-4.9.

**3-2.5.** Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

#### **A. Décomptes et acomptes mensuels**

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

#### **B. Décompte final**

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées. Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux.

Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Ce décompte général est établi avec les derniers index de référence connus.

Par dérogation au 12.4.2 du CCAG, le décompte général est signé par le représentant du maître d'ouvrage avant la plus tardive des trois dates ci-après :

- Quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'oeuvre du projet de décompte final transmis par le titulaire ;
- Quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte final transmis par le titulaire ;
- Douze (12) jours après la publication de l'index de référence permettant la révision définitive du solde.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG, si le maître d'ouvrage n'a pas notifié le décompte général dans les délais ci-dessus, le titulaire le met en demeure d'y procéder avec copie au maître d'oeuvre.

Toujours par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG, l'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le maître d'ouvrage dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise seulement le titulaire à saisir le tribunal administratif de sa demande d'établissement du décompte général. Elle ne saurait en aucun cas faire naître un décompte accepté tacitement par le maître d'ouvrage.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles L.2193-10 à L.2193-14 et R.2193-10 à R.2193-16 du CCP, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

### **3-2.6.** Modalités de transmission et de paiement

#### 3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché .

- Le numéro de SIRET du maître d'ouvrage : 110 002 011 00044

- Le numéro de SIRET du maître d'œuvre : 130 001 761 00365

- Le code du service exécutant de la dépense : CGFB200013

- Le numéro d'engagement juridique (EJ) qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché .

### 3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

### **3-2.7. Approvisionnements**

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

### **3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

## **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### **3-3.1. Les prix sont révisables par application de formules représentatives de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.**

### **3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

### **3-3.3. Choix des index de référence**

Les index de référence ***I*** choisis en raison de leurs structures pour la révision des travaux faisant l'objet de **l'ensemble des lots** sont :

Index	Désignation
EV3	Travaux de création d'espaces verts
EV4	Travaux d'entretien d'espaces verts
TP03a	Grands terrassements



Ces index sont publiés au Bulletin Officiel du ministère de l'Économie et des Finances (en charge de ces calculs) et sur le site de l'INSEE.

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Lot	Index	Prix
1	TP03a	Du prix n° 001 au prix n° 049
	EV3	Du prix n° 050 au prix n° 053
	EV4	Du prix n° 054 au prix n° 056
2	EV3	Tous les prix

Par dérogation à l'article 12-2.1 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.

La variation des prix ne s'applique pas aux retenues, ni aux indemnités.

### **3-3.4.** Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision  $C_n$  est donné par la formule :

$$C_n = I_{n-3} / I_0$$

avec :  $I_0$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois d'établissement des prix ;

$I_{n-3}$  = Valeur de l'index de référence  $I$  prise au mois de réalisation des prestations moins 3 mois.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

### **3-3.5.** Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

### **3-4. Modalités particulières de paiement**

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10) . Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

### **3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Dans le silence du titulaire dans un délai de 30 jours, à compter de la notification de l'OS, ces prix provisoires deviennent définitifs et ne font pas l'objet d'un avenant.

### **3-6. Augmentation du montant des travaux**

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG,

le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans notification d'un OS préalable du Maître d'œuvre pris avec accord du Maître d'Ouvrage.

Cet OS précise a minima le nouveau montant contractuel global autorisé.

En application de l'article 14.5 le Maître d'œuvre fait part au titulaire de l'estimation prévisionnelle qu'il fait de ce nouveau montant et des conséquences éventuelles sur le délai d'exécution du marché.

Les travaux qui seront exécutés au-delà de ce nouveau montant contractuel ne seront pas payés.

## **ARTICLE 4. DÉLAI DE RÉALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les pénalités sont calculées par jour calendaire.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Par dérogation à l'article 19.3 du CCAG, les pénalités sont appliquées par pré-compte sur les états d'acompte sans pour autant priver le maître d'ouvrage de la possibilité de les appliquer pour la première fois au stade du décompte général.

### **4-1. Délai de réalisation**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Prolongation des délais d'exécution**

En vue de l'application éventuelle du premier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles est fixé à :

Lot	Tranche	Nombre de journées
1	Ferme	2 jours
	Optionnelle 1	2 jours
	Optionnelle 2	2 jours
2	Sans objet	2 jours

### **4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance**

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG, les pénalités pour retard d'exécution sont appliquées sans procédure contradictoire.

#### **4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG, le titulaire subit, en cas de retard dans l'achèvement des travaux, une pénalité journalière de 1 000 €, quelque soit le lot ou la tranche.

#### **4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts**

Le titulaire subit, en cas de non respect des délais distincts, une pénalité journalière de 1 000 €.

Par dérogation à l'article 19.2.5 du CCAG, les pénalités appliquées sur les délais distincts seront maintenues même si le délai global est respecté.

#### **4-3.3.** Primes d'avance

Sans objet.

#### **4-4. Autres pénalités**

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.5 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

##### **4-4.1.** Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

##### **4-4.2.** Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 250 €.

##### **4-4.3.** Période de préparation

En cas de non respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 600 €.

##### **4-4.4.** Réunion de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les réunions de chantier sont fixées par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 €.

##### **4-4.5.** Clauses sociales concernant le lot n° 1

Conformément au CCAG, et après mise en demeure non fructueuse, les pénalités suivantes peuvent être appliquées :

- En cas de non-respect des obligations relatives au nombre d'heures d'insertion à réaliser, imputable au titulaire, il sera appliqué une pénalité de 80 € par heure d'insertion non réalisée.
- En cas de non-respect des prescriptions pour la production des renseignements relatifs à la mise en oeuvre de l'action d'insertion, le titulaire encourt une pénalité de 1 000 € HT par document et par jour de retard, à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage ;
- En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action, l'entrepreneur encourt une pénalité égale à 1 000 € HT par jour de retard à compter de la mise en demeure par le maître d'ouvrage.

Les pénalités peuvent se cumuler.

##### **4-4.6.** Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application

d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

#### **4-4.7** Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

#### **4-4.8.** Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 €.

#### **4-4.9.** Autres pénalités diverses

Pour l'ensemble des pénalités énumérées ci-après, le titulaire (mandataire en cas de groupement) et l'entreprise responsable pourront se voir appliquer la pénalité sur simple constatation d'un défaut par le représentant du maître d'oeuvre, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, pour les cas suivants :

##### **- Pénalité pour non respect des dispositions inscrites au DESC et/ou pour défaut de mise en œuvre de la signalisation provisoire.**

Elle est fixée forfaitairement à 1 500 € HT.

Le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité sur simple constatation d'un défaut par un représentant de la maîtrise d'œuvre, sans mise en demeure préalable et par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux.

En cas de récidive, le montant de la pénalité sera porté à 3 000 € HT.

##### **- Pénalité pour retard de mise en œuvre et/ou de dépose tardive d'un alternat**

Elle est fixée forfaitairement à 1 500 € HT.

Le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité sur simple constatation d'un retard de plus de 5 minutes dans la pose ou la dépose d'un alternat par un représentant de la maîtrise d'œuvre, sans mise en demeure préalable et par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux.

En cas de récidive, le montant de la pénalité sera porté à 3 000 € HT.

##### **- Pénalité pour défaut d'entretien et/ou d'intervention rapide sur site, par la personne responsable de l'entreprise, pour palier à un défaut relatif à la signalisation provisoire de chantier affectant des voies sous circulation.**

Elle est fixée forfaitairement à 1 500 € HT.

Le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité sur simple constatation d'un défaut par un représentant de la maîtrise d'œuvre, sans mise en demeure préalable et par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux.

En cas de récidive, le montant de la pénalité sera porté à 3 000 € HT.

##### **- Pénalité pour non respect des consignes édictées dans la notice de sécurité en matière de Sécurité et de Protection de la Santé ou des mesures générales émanant du coordonnateur S.P.S.**

Elle est fixée forfaitairement à 1 500 € HT.

Le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité sur simple constatation d'un défaut par un représentant de la maîtrise d'œuvre, sans mise en demeure préalable et par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux.

En cas de récidive, le montant de la pénalité sera porté à 3 000 € HT.

##### **- Pénalité pour non remise des sous-détails de prix unitaires et décompositions de prix forfaitaires.**

Suivant les dispositions de l'article 3-2.4 du présent C.C.A.P.

Elle est fixée forfaitairement à 1 000,00 € dès le premier jour de retard, puis le montant de la pénalité sera porté à 500,00 € par jour de retard supplémentaire.

**- Pénalité pour défaut de propreté de voies publiques utilisées par le titulaire.**

Elle est fixée forfaitairement à 1 500 € HT.

Le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité sur simple constatation d'un défaut par un représentant de la maîtrise d'œuvre, sans mise en demeure préalable et par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux.

En cas de récidive, le montant de la pénalité sera porté à 3 000 € HT.

**- Pénalité pour non respect de l'assurance qualité**

Elle est fixée forfaitairement à 1 500 € HT.

Le titulaire pourra se voir appliquer la pénalité sur simple constatation d'un non respect d'une disposition de l'assurance qualité du titulaire par un représentant de la maîtrise d'œuvre, sans mise en demeure préalable et par dérogation à l'article 48.1 du CCAG Travaux.

En cas de récidive, le montant de la pénalité sera porté à 3 000 € HT.

**- Pénalités et retenues pour atteinte à l'environnement.**

Les pénalités pour atteinte à l'environnement sont déclinées en trois catégories :

- les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement,
- les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables,
- les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes.

Ci-après figure la liste non exhaustive des infractions par catégories :

**a) Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement :**

- non-respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets) sans conséquence grave sur l'environnement,
- non-respect de la législation pour le brûlage des produits de déboisage et de dessouchage,
- non-respect des autres prescriptions environnementales définies au marché,
- mauvaise organisation de la gestion des déchets sur le chantier (tri sélectif, stockage, traçabilité...),
- mauvaise organisation de la circulation des engins entraînant une perturbation du trafic,
- jours d'absence du Chargé Environnement de l'entreprise et absence non justifiée à une réunion.

Pour chaque infraction constatée, l'entrepreneur dispose d'un délai de 48 heures de mise en conformité sous peine de renouvellement de pénalité.

**La pénalité encourue est de 500 € HT par cas constaté.**

**b) Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables :**

- rejet direct d'hydrocarbures ou de produits toxiques sur le chantier, dans les eaux superficielles ou dans le sol,
- défaut ou absence d'entretien des dispositifs provisoires de traitement des eaux, de ruissellement,
- pénétration des engins dans les zones interdites et non-respect des limites d'emprises préservées,
- coupe de végétaux en dehors des secteurs autorisés, sans autorisation écrite du maître d'œuvre et du coordonnateur environnement,
- émission de poussières ou d'odeurs sans mise en place de dispositifs réducteurs,
- dépassement des seuils de bruit des chantiers autorisés et non-respect des horaires de travail autorisés par la réglementation,
- nettoyage ou purge des toupies à béton en dehors des fosses prévues à cet effet,

- nettoyage du chantier et de ses abords insuffisant,
- stockage d'hydrocarbures et de tout autre produit polluant sans mise en place de dispositif de rétention étanche.

**La pénalité encourue est de 2 000 € HT par jour calendaire ou par cas constaté.**

c) Les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes :

- destruction d'espèces animales ou végétales protégées et de milieux à fort intérêt,
- rejet d'hydrocarbures ou de produits toxiques dans les eaux superficielles entraînant une mortalité de la faune ou atteinte à la nappe souterraine.

**La pénalité encourue est de 10 000 € HT par cas constaté.**

L'entrepreneur informe dans les plus brefs délais le maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage et le coordonnateur environnement de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

L'entrepreneur remédie à ses frais et risques dans les plus brefs délais à toutes les atteintes portées à l'environnement en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage suspend les paiements jusqu'à détermination du montant nécessaire à la réparation du dommage causé à l'environnement et à l'indemnisation éventuelle des tiers.

Il applique une retenue égale à ce montant sur la première demande de paiement suivant le dommage et les suivantes si nécessaire.

Cette retenue est restituée à l'entrepreneur dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la preuve que tous les dommages causés à l'environnement ont été réparés, et dans le cas où une autorité doit être contactée (ex : pollution d'un cours d'eau...), que cette autorité a donné son accord sur les remèdes apportés par l'entrepreneur.

Les dispositions du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale de l'entrepreneur.

## **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ**

### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5-2. Avances**

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant des tranches diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à un pourcentage du montant initial TTC de la tranche du lot si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à ce même pourcentage de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Le pourcentage est fixé à :

Tranche	Lot	①
Ferme	1	5 %

Tranche	Lot	①
	2	5 %
Optionnelle 1	1	5 %
Optionnelle 2	1	5 %

① % du montant initial TTC de la tranche du lot.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 20 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution de la tranche du lot. La période de préparation est comprise dans la durée d'exécution de la tranche du lot.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de la tranche du lot atteint 65 % du montant initial TTC de la tranche du lot. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

## **ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITÉ, CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATÉRIAUX ET PRODUITS**

### **6-1. Provenance des matériaux et produits.**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.



## **6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt**

Sans objet.

## **6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits**

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 24.5 du CCAG, la fabrication d'éléments témoins est rémunérée au titulaire.

## **6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.**

Sans objet.

# **ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES**

## **7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux**

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou

en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

## **7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)**

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

## **7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux**

Le titulaire doit appliquer les préconisations particulières du guide technique prévu à l'article R 554-29 du code de l'environnement.

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux.

## **7-4. Piquetage général**

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par les titulaires **du lot n° 1 et 2** contrairement avec le maître d'œuvre, pour l'ensemble des ouvrages objet du marché.

## **7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par les titulaires des lots concernés contrairement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages souterrains ou enterrés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter.

Une copie des DICT sera remise au maître d'œuvre avant le démarrage des travaux.

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

## **ARTICLE 8. PRÉPARATION, COORDINATION ET EXÉCUTION DES TRAVAUX**

L'entreprise reconnaît que les éléments du DCOE sont suffisants pour réaliser ses études d'exécution et assumer la part de conception à sa charge. Elle n'attend aucun complément d'étude du MOE et considère son PRO comme lui permettant parfaitement de mener ses études d'exécution

### **8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

En complément de l'article 28.1 du CCAG la prolongation de la période de préparation par ordre de service du maître d'œuvre ne peut intervenir qu'après accord express du maître d'ouvrage.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

– Par les soins du maître d'œuvre :

- Définition et implantation précise des différentes prestations sur le site contradictoirement avec le titulaire ;
- Vérification et visa des plans et études d'exécution ;
- Établissement des états des lieux contradictoires avec le titulaire ;
- Visa des fiches d'agrément des matériaux ;
- Organisation de réunions périodiques de suivi de la période de préparation ;
- Remise du modèle du journal de chantier au titulaire ;
- Remise de la Procédure de numérotation et de diffusion des documents.

– Par les soins des titulaires :

- Élaboration du calendrier d'établissement des documents d'exécution en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme des études d'exécution, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Par dérogation à l'article 28.2.2 2<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux et copie au maître d'ouvrage, dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Il est accompagné :

- du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires ;
- du planning détaillé des travaux mentionnant le chemin critique des tâches à exécuter ;
- Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le

délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

- **Pour le lot 1**, établissement du plan d'alerte crue et du plan d'intervention en cas de Pollution accidentelle.
- **Pour tous les lots**, établissement du Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) prévu à l'article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du titulaire.

Cette obligation est applicable à chaque intervenant.

Les PPSSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

- Établissement du Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ) sur la base du SOPAQ dans un délai de 15 jours à compter du début de la période de préparation. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants) ;
- Établissement du Plan de Respect de l'Environnement (PRE) sur la base du SOPRE dans un délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (cotraitants et sous-traitants) ;
- Réalisation des DICT ;
- Remise des demandes d'agrément des matériaux et produits ;
- Réalisation d'un état des lieux de chaque voirie, publique ou privée, susceptible d'être empruntée par le titulaire au cours des chantiers, contrairement avec la maîtrise d'oeuvre et un représentant du gestionnaire des voies concernées ;
- Élaboration du Dossier d'Exploitation Sous Chantier (D.E.S.C) en collaboration avec le maître d'oeuvre et les gestionnaires des voiries concernées notamment la DIR Méditerranée (District des Alpes Du Sud) en tant qu'exploitant de la RN 85 et de la demande de l'arrêté de réglementation de circulation dans le délai de 15 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Le D.E.S.C comportera :

- des plans décrivant le phasage des travaux,
- des plans sur lesquels figurera la signalisation de chantier en fonction des phasages (panneaux, distance d'implantation, numéro de la fiche du Manuel du chef de chantier Routes bidirectionnelles,... ).
- Fourniture de la totalité des sous détails de prix unitaires et forfaitaires des entreprises et ceux des sous traitants ;
- Fourniture du plan de mouvement des terres dans un délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

**Par dérogation à l'article 28.2.2 3<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.**

## **8-2. Études d'exécution des ouvrages**

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis sous forme de fichier informatique dans les formats et caractéristiques suivants : les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites.

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

### **8-3. Échantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément**

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

### **8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers**

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

#### **8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise**

Les installations suivantes sont réalisées par le titulaire :

- Un laboratoire de chantier équipé des appareils nécessaires aux essais sur place prévus au CCTP ;
- Un local pour le maître d'œuvre et l'entreprise ;
- Un sanitaire (WC + lavabo).

Tous les locaux sont éclairés et chauffés.

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. Les charges d'assurance, de gardiennage, d'entretien et de fonctionnement de ces installations sont à la charge du titulaire. Le ménage des locaux mis à la disposition de la maîtrise d'œuvre devra être assuré au minimum hebdomadairement et est à la charge du titulaire.

#### **8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables. Le maître d'ouvrage ne met aucun lieu de dépôt à la disposition du titulaire.

### **8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

#### **A - Principes généraux**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

#### **B - Autorité du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

#### **C - Moyens donnés au coordonnateur SPS**

##### **1. Libre accès du coordonnateur SPS**

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

##### **2. Obligations du titulaire**

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Le Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSSPS) ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

#### **D - Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé**

Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) est joint au marché lors de sa notification.

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des mesures qui sont définies par ce document ainsi que ses modifications ultérieures.

#### **E - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants**

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4<sup>ème</sup> partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

### **8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique**

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du service ci-après :

- DIR Méditerranée/DADS/CEI de Digne-les-bains en ce qui concerne le réseau routier RN 85 ;
- Le représentant du maître d'œuvre.

La signalisation doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie ;

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

Conformément à l'article 31.6 du CCAG, aucun dispositif de signalisation n'est mis à disposition du titulaire.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise, qui procède à ses frais à la mise en place et au repliement des panneaux et dispositifs nécessaires, leur déplacement et leur maintenance pendant toute la durée des travaux, 7 jours sur 7, 24 heures sur 24.

Le titulaire doit soumettre à l'agrément du maître d'œuvre les moyens en personnel, véhicules et matériels de signalisation qu'il compte utiliser.

Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 "feux spéciaux" de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, livre I- 8<sup>ème</sup> partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

### **8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.6. Démolition de constructions**

Les stipulations du CCAG sont applicables.

#### **8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux**

L'emploi des explosifs est interdit.

#### **8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques**

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

#### **8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé**

Sans objet.

#### **8-6. Registre de chantier**

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

### **ARTICLE 9. CONTRÔLES ET RÉCEPTIONS DES TRAVAUX**

#### **9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

##### **9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves**

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et épreuves de matériaux et produits non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.

##### **9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux**

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

Les essais et contrôles non prévus au PAQ et demandés par le maître d'œuvre sont à la charge du maître d'ouvrage. Par dérogation à l'article 38 du CCAG, en cas de résultats non conformes aux exigences du CCTP, leur coût est supporté par le titulaire.



## **9-2. Réception**

### **9-2.1. Réception des ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables, compte tenu des compléments suivants :

La réception des ouvrages ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du CCTP.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise..

### **9-2.2. Réceptions partielles**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-5. Documents fournis après exécution**

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les fiches de demande et d'agrément des matériaux ;
- Les résultats des prélèvements et essais ;
- Les documents nécessaires à l'établissement du dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO).

Par dérogation à l'article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad 2021, les autres documents, doc, xls, pour Microsoft Office odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

## **9-6. Délai de garantie**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

## **9-7. Garanties particulières**

Sans objet.

## **ARTICLE 10. RÉSILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Le maître d'ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application des dispositions de l'article L.2112-2 du CCP et de l'article 21.1 du CCAG Travaux en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. L'article 21.1 du CCAG définit en particulier les publics éligibles, les modalités de mise en œuvre de l'action d'insertion professionnelle par le titulaire et par le maître d'ouvrage ainsi que le rôle du facilitateur désigné ci-dessous.

Cette clause est applicable uniquement au lot 1 (Travaux de confortement des berges).

Pour l'exécution du lot n° 1, le titulaire devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

### **11-1. Le nombre d'heures d'insertion à réaliser**

Tranche	Lot	Nombre minimum d'heures d'insertion à réaliser pour toute la durée d'exécution du marché
Ferme	1	400
Optionnelle 1	1	400
Optionnelle 2	1	400

La clause sociale s'appliquera aux tranches optionnelles du lot n° 1, dans l'hypothèse où les tranches optionnelles sont affermies.

### **11-2. Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre des clauses sociales**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le maître d'ouvrage a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement coordonnée par :

Objectif Plus  
Bénédicte MEYER  
Immeuble Le Provençal  
22 allée de Provence  
04 100 MANOSQUE  
04 92 75 24 47  
contact@objectifplus.org

Le titulaire fournit mensuellement tous renseignements utiles (justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées, date d'embauche, type de contrat, poste occupé, attestation mensuelle d'heures d'insertion, etc.) propres à permettre le contrôle de l'exécution et l'évaluation de l'action.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application de pénalités prévues à l'article 4-4.5 du présent CCAP.

Un contrôle de l'exécution des actions d'insertion est effectué par le facilitateur de la clause sociale.

Le facilitateur transmettra à cette fin les documents suivants au rythme mensuel :

- les feuilles d'heures mensuelles des personnes éligibles
- le bilan global des heures réalisées décomposé mensuellement

## **ARTICLE 12. DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

CCAP 1-6.3.3	déroge à l'article	8.1 du CCAG
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-1.1	déroge à l'article	18.3 du CCAG
CCAP 3-2.3	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.1.1, 12.1.7 et 12.3.1 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge aux articles	12.4.2 et 12.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-3.3	déroge aux articles	12.2.1 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 du CCAG
CCAP 4	déroge aux articles	19.2.1, 19.2.2 et 19.3 du CCAG
CCAP 4-3	déroge à l'article	19.2.4 du CCAG
CCAP 4-3.1	déroge à l'article	19.2.3 du CCAG
CCAP 4-3.2	déroge à l'article	19.2.5 du CCAG
CCAP 4-4.9	déroge aux articles	52.1 et 48.1 du CCAG
CCAP 6-3	déroge aux articles	24.5 et 24.7 du CCAG
CCAP 7-5	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
CCAP 8-1	Déroge aux articles	28.2.2 2ème alinéa du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 3ème alinéa du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 9-1.1	déroge à l'article	24.7 du CCAG
CCAP 9-1.2	déroge à l'article	38 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge aux articles	41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 9-5	déroge à l'article	40 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	53.3.1 du CCAG

### **b) CCTG et CPC travaux publics**

### **c) Normes françaises homologuées**

### **d) Autres normes**